



RCS : ANGERS

Code greffe : 4901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ANGERS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 00430

Numéro SIREN : 792 047 037

Nom ou dénomination : IN EXTENSO CENTRE OUEST

Ce dépôt a été enregistré le 29/10/2013 sous le numéro de dépôt 8062

Le 29 OCT. 2013

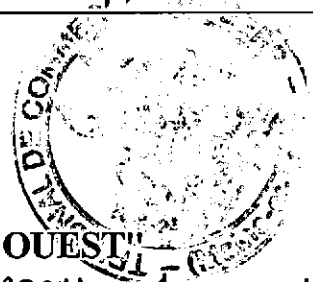
2013 B 430

A8062

FUSION-ABSORPTION

DE LA SOCIETE "H.V.D.L."

PAR LA SOCIETE "IN EXTENSO CENTRE OUEST"



Angers

792 047 037

TRAITE DE FUSION

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

- "IN EXTENSO CENTRE OUEST "

Société anonyme au capital de 20.914.160 € dont le siège social est à CHOLET (49300), 8 rue Eugène Brémond, immatriculée sous le numéro unique d'identification 792 047 037 RCS ANGERS,

représentée par son Directeur Général, Monsieur Christian LEPICIER, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'une décision du Conseil d'Administration du 23 septembre 2013,

Ci-après dénommée la "Société Absorbante",

D'UNE PART,

ET:

- "H.V.D.L."

Société anonyme au capital de 1.493.542 euros, dont le siège est à CHOLET (49100), 8 rue Eugène Brémond, immatriculée sous le numéro 392 850 848 RCS ANGERS ;

représentée par son Directeur Général, Monsieur Christian LEPICIER, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'une décision du Conseil d'Administration du 23 septembre 2013,

Ci-après dénommée la "Société Absorbée",

D'AUTRE PART,

**PREALABLEMENT A LA CONVENTION DE FUSION FAISANT L'OBJET
DU PRESENT ACTE, IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIT :**

h

CHAPITRE I : EXPOSE

I - Caractéristiques des sociétés

A. Caractéristiques de la Société Absorbante : la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST "

1. Aux termes de ses statuts constitutifs, la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" a été créée sous la forme d'une Société anonyme à conseil d'administration et immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'ANGERS le 21 mars 2013.
2. La Société Absorbante a pour objet, ainsi qu'il résulte de l'article 3 de ses statuts :
 - l'exercice de la profession d'expert-comptable, dès son inscription au tableau de l'Ordre des experts-comptables ;
 - l'exercice de la profession de commissaire aux comptes, dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes ;
 - la prise de participation dans toutes sociétés d'expertise comptable et/ou de commissariat aux comptes par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement et la gestion desdites participations.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.
3. La Société Absorbante a une durée de 99 ans, qui a commencé à courir le 21 mars 2013 et se terminera le 20 mars 2112.
4. Son capital social est fixé à la somme de VINGT MILLIONS NEUF CENT QUATORZE MILLE CENT SOIXANTE EUROS (20.914.160 €). Il est divisé en VINGT MILLIONS NEUF CENT QUATORZE MILLE CENT SOIXANTE (20.914.160) actions entièrement libérées et relevant de quatre catégories différentes.
5. La Société Absorbante n'a pas émis d'obligations ou de valeurs mobilières composées. Elle ne fait pas appel public à l'épargne.
6. Son siège social est fixé à CHOLET (49300), 8 rue Eugène Bremond.

7. La société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" détient la totalité des QUARANTE MILLE TROIS CENT SOIXANTE SIX (40.366) actions composant le capital de la société "H.V.D.L."

B. Caractéristiques de la Société Absorbée : la société "H.V.D.L."

1. La Société "H.V.D.L." est une Société anonyme.

Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés depuis le 4 novembre 1993.

2. La Société Absorbée a pour objet dans tous pays, l'exercice de la profession d'Expert-comptable et de Commissaire aux comptes, telle qu'elle est définie par l'Ordonnance du 19 septembre 1945, la loi du 24 juillet 1996 codifiée au code de commerce, et le décret du 12 août 1969 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales (sauf au sein d'autres sociétés d'expertise comptable et de commissariat aux comptes), agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance même indirecte d'aucune autre personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

3. La durée de la Société est de 99 ans et expirera le 4 novembre 2092.
4. Le capital social de la société "H.V.D.L." s'élève actuellement à UN MILLION QUATRE CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLE CINQ CENT QUARANTE DEUX EUROS (1.493.542 €). Il est divisé en QUARANTE MILLE TROIS CENT SOIXANTE SIX (40.366) actions de 37 € de valeur nominale, entièrement libérées, de même catégorie.
5. La société "H.V.D.L." n'a pas émis d'obligations ni de valeurs mobilières composées. Elle ne fait pas appel public à l'épargne.
6. Son siège social est fixé à CHOLET (49300), 8 rue Eugène Bremond.
7. La Société Absorbée ne détient aucune participation dans le capital de la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST", Société Absorbante.

Monsieur Christian LEPICIER est Directeur Général de la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" et de la société "H.V.D.L."

II - Motifs et buts de la fusion

Cette opération doit être analysée comme une restructuration interne ayant pour objet de procéder à un regroupement des activités des sociétés "IN EXTENSO CENTRE OUEST" et "H.V.D.L.", au sein d'une seule structure, l'existence distincte de deux entités juridiques ne se justifiant plus à ce jour.

Elle s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de rationalisation conduisant à simplifier et alléger la structure du Groupe dont dépendent les deux sociétés.

Il est en conséquence apparu opportun, dans un souci également de simplification, notamment au plan administratif, comptable, juridique et organique, de réunir en une seule entité juridique les sociétés "H.V.D.L." et "IN EXTENSO CENTRE OUEST" par voie d'absorption de la première par la seconde.

Enfin le regroupement de ces deux sociétés en une seule, concomitante à l'absorption par la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" de son autre filiale, la société "IN EXTENSO ANJOU & MAINE", aura pour intérêt de permettre à l'ensemble des salariés de posséder désormais un sentiment d'appartenance à une même entité.

III- Comptes servant de base à la fusion

Les termes et conditions du présent traité de fusion ont été établis par les deux sociétés soussignées, sur la base de leurs comptes arrêtés au 30 juin 2013, qui seront approuvés par les actionnaires de chacune des sociétés soussignées préalablement à la réalisation définitive de la présente opération de fusion.

Les bilans et comptes de résultat, arrêtés au 30 juin 2013, de chacune des sociétés soussignées, figurent en annexe à la présente convention (*Annexes 1 et 2*).

IV- Méthodes d'évaluation

Les éléments d'actif et de passif sont apportés, par absorption de la société "H.V.D.L." par la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST", à la valeur à laquelle ils figurent dans les comptes de la société "H.V.D.L." arrêtés au 30 juin 2013.

En effet, et conformément au règlement CRC n°2004-01 du 4 mai 2004, s'agissant d'une restructuration dite "interne" intervenant entre deux sociétés liées (sous contrôle commun), la fusion sera réalisée sur la base des valeurs nettes comptables de la société "H.V.D.L." au 30 juin 2013, pour déterminer la valeur des apports.

CECI EXPOSÉ, LES PARTIES ONT ÉTABLI DE LA MANIÈRE SUIVANTE LE PROJET DE LEUR FUSION :

CHAPITRE II : APPORT - FUSION

I - Dispositions préalables

La société "H.V.D.L." apporte, sous les garanties ordinaires de fait et droit en la matière, et sous les conditions suspensives ci-après exprimées, à la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST", l'ensemble des biens, droits et obligations, actifs et passifs, existant chez elle au 30 juin 2013. Il est précisé que l'énumération ci-après n'a qu'un caractère indicatif et non limitatif.

Le patrimoine de la société "H.V.D.L." sera dévolu à la "IN EXTENSO CENTRE OUEST", société absorbante, dans l'état où il se trouvera le jour de la réalisation définitive de la fusion.

II - Apport de la société H.V.D.L.

A) Actif apporté

1. Éléments incorporels

. Concessions, brevets et droits similaires.....	Mémoire
. Fonds de commerce.....	6.089.602 €
. Autres immobilisations incorporelles.....	98.729 €

2. Éléments corporels

. Constructions.....	1.179 €
. Autres immobilisations corporelles.....	410.092 €

3. immobilisations financières

. Autres participations.....	Mémoire
. Autres immobilisations financières.....	106.027 €

4. Créances

. Clients et comptes rattachés.....	4.479.505 €
. Autres créances.....	414.783 €

5. Divers

. Disponibilités.....	679.840 €
. Charges constatées d'avance.....	200.092 €

Soit un montant d'actif apporté de..... 12.479.849 €

Les biens représentatifs de l'actif immobilisé et de l'actif circulant sont apportés sur la base de leur valeur nette comptable au 30 juin 2013, correspondant à leur valeur d'origine diminuée des amortissements et provisions, à savoir :

	Valeur d'origine	Amortissements et provisions	Valeur nette comptable
ACTIF IMMOBILISE			
<i>Immobilisations incorporelles</i>			
Concessions, brevets, droits similaires	3.375	3.375	-
Fonds commercial	6.089.602	-	6.089.602
Autres immobilisations incorporelles	106.485	7.756	98.729
total immobilisations incorporelles	6.199.462	11.131	6.188.331
<i>Immobilisations corporelles</i>			
Constructions	88.034	86.855	1.179
Autres immobilisations corporelles	1.419.322	1.009.230	410.092
total immobilisations corporelles	1.507.356	1.096.085	411.271
<i>Immobilisations financières</i>			
Autres participations	6.000	6.000	-
Autres immobilisation financières	106.027	-	106.027
total immobilisations financières	112.027	6.000	106.027
Total actif immobilisé	7.818.844	1.113.216	6.705.628
ACTIF CIRCULANT			
Clients et comptes rattachés	4.880.567	401.062	4.479.505
Autres créances	414.783	-	414.783
Disponibilités	679.840	-	679.840
Charges constatées d'avances	200.092	-	200.092
Total actif circulant	6.175.283	401.062	5.774.221
TOTAL GENERAL	13.994.127	1.514.278	12.479.849

B) Passif pris en charge

Le passif exigible tel qu'il ressort du bilan au 30 juin 2013, à savoir :

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Provisions pour risques..... 137.845 €

Provisions pour charges..... 145.566 €

Total..... 283.411 €

DETTES

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit 821.444 €

Emprunts et dettes financières diverses..... 38.779 €

h

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	773.869 €
Dettes fiscales et sociales	2.463.121 €
Autres dettes	19.062 €
Produits constatés d'avance.....	2.105.557 €
Total.....	6.221.832 €

Soit un passif apporté de 6.505.243 €

C) Actif net apporté

L'actif brut apporté étant de	12.479.849 €
Le passif pris en charge de.....	6.505.243 €
Actif net apporté	5.974.606 €

Duquel actif net il convient de retrancher, conformément à l'avis CNC n° 2004-01 § 5.2, le montant des sommes qui vont être distribuées à l'actionnaire unique de la société "H.V.D.L." à titre de dividendes pendant la période intercalaire, suivant décision du Conseil d'Administration du 23 septembre 2013

..... (500.538,40 €)

L'actif net apporté à la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" par la société "H.V.D.L." s'élève ainsi à 5.474.067,60 €

III - Rémunération de l'apport fusion

Ainsi qu'il a été dit ci-dessus, l'actif net apporté par la société "H.V.D.L." à la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" s'élève à CINQ MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE SOIXANTE SEPT EUROS ET SOIXANTE CENTIMES (5.474.067,60 €).

La société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" étant propriétaire de la totalité des QUARANTE MILLE TROIS CENT SOIXANTE SIX (40.366) actions de la Société Absorbée et ne pouvant devenir propriétaire de ses propres titres, renonce, si la fusion se réalise, à exercer ses droits, du fait de cette réalisation, en sa qualité d'actionnaire de la Société Absorbée.

Par suite de cette renonciation, conformément à l'article L. 236-3 du Code de commerce, il ne sera procédé à la création d'aucun titre nouveau à titre d'augmentation du capital de la Société Absorbante.

IV - Mali de fusion

La différence entre :

- d'une part la valeur nette des biens et droits apportés, soit CINQ MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE SOIXANTE SEPT EUROS ET SOIXANTE CENTIMES (5.474.067,60 €) ;
- et d'autre part la valeur comptable dans les livres de la Société Absorbante des QUARANTE MILLE TROIS CENT SOIXANTE SIX (40.366) actions de la société "H.V.D.L." détenues par la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" au 30 juin 2013, soit SIX MILLIONS NEUF CENT DEUX MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT SIX EUROS (6.902.586 €) ;

calculée au 30 juin 2013 conformément à l'avis CU CNC n° 2005-C (question n° 10), constituera un mali « technique » de fusion, d'un montant de UN MILLION QUATRE CENT VINGT HUIT MILLE CINQ CENT DIX HUIT EUROS QUARANTE CENTIMES (1.428.518,40 €).

Conformément au règlement n° 2004-01 du 4 mai 2004 (§ 4.5.2 et 7), ce mali « technique » correspond aux plus values latentes sur les éléments d'actif immobilisé transmis par la société "H.V.D.L.", et sera inscrit à l'actif du bilan de la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" dans un sous-compte intitulé « mali de fusion » du compte 207 (fonds commercial).

V - Propriété et jouissance

La société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" sera propriétaire des biens apportés à compter du jour de la réalisation définitive de la fusion. Elle en aura la jouissance à compter rétroactivement du 1^{er} juillet 2013.

Il est expressément stipulé que les opérations, tant actives que passives, engagées par la société "H.V.D.L.", depuis le 1^{er} juillet 2013 jusqu'au jour de la réalisation de la fusion, seront considérées comme l'ayant été par la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST".

Les comptes de la société "H.V.D.L." afférents à cette période, seront remis à la Société Absorbante par les responsables légaux de la société "H.V.D.L.".

Enfin, la Société Absorbante sera subrogée purement et simplement, d'une manière générale, dans tous les droits, actions, obligations et engagements divers de la Société Absorbée, dans la mesure où ces droits, actions, obligations et engagements se rapportent aux biens faisant l'objet du présent apport.

CHAPITRE III : CHARGES ET CONDITIONS

Les biens apportés sont libres de toutes charges et conditions autres que celles ici rappelées :

I- Énoncé des charges et conditions

A/ La société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" prendra les biens apportés par la Société Absorbée dans l'état où ils se trouveront à la date de réalisation de la fusion, sans pouvoir exercer aucun recours contre la société "H.V.D.L.", pour quelque cause que ce soit et notamment pour usure ou mauvais état des installations, du mobilier et des matériels ou outillages apportés, erreur dans la désignation et la contenance des biens, quelle qu'en soit l'importance.

B/ Ainsi qu'il a déjà été dit, les apports de la Société Absorbée sont consentis et acceptés moyennant la charge pour la Société Absorbante de payer l'intégralité du passif de la Société Absorbée, tel qu'énoncé plus haut, et d'une manière générale, tel que ce passif existera au jour de la réalisation définitive de la fusion projetée.

Il est précisé ici que le montant ci-dessus indiqué du passif de la société "H.V.D.L." à la date du 30 juin 2013, donné à titre purement indicatif, ne constitue pas une reconnaissance de dettes au profit de prétendus créanciers qui seront tenus, dans tous les cas, d'établir leurs droits et de justifier de leurs titres.

Enfin, la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" prendra à sa charge les passifs qui n'auraient pas été comptabilisés et transmis en vertu du présent acte, ainsi que les passifs, ayant une cause antérieure au 30 juin 2013, mais qui ne se révéleraient qu'après la réalisation définitive de la fusion.

II - L'absorption est, en outre, faite sous les autres charges et conditions suivantes:

A/ La Société Absorbante aura tous pouvoirs, dès la réalisation de la fusion, notamment pour intenter ou défendre à toutes actions judiciaires en cours ou nouvelles, au lieu et place de la Société Absorbée et relatives aux biens apportés, pour donner tous acquiescements à toutes décisions, pour recevoir ou payer toutes sommes dues en suite des sentences ou transactions.

B/ La Société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" supportera et acquittera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, les impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques, ordinaires ou extraordinaires, grevant ou pouvant grever les biens et droits apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation ou à la propriété des biens apportés.

C/ La Société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" exécutera, à compter du jour de la réalisation de la fusion, tous traités, marchés et conventions intervenus avec des tiers et avec le personnel, relativement à l'exploitation des biens apportés, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant à ses risques et périls, sans recours contre la Société Absorbée.

D/ Elle se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les exploitations de la nature de celle dont font partie les biens apportés et fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires, le tout à ses risques et périls.

E/ La Société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" sera subrogée, à compter de la date de la réalisation définitive de la fusion, dans le bénéfice et la charge des contrats de toute nature liant valablement la Société Absorbée à des tiers pour l'exploitation de son activité.

Elle fera son affaire personnelle de l'obtention de l'agrément par tous tiers à cette subrogation, la société "H.V.D.L." s'engageant, pour sa part, à entreprendre, chaque fois que cela sera nécessaire, les démarches en vue du transfert de ces contrats.

La Société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" sera donc substituée à la Société Absorbée en ce qui concerne toutes retraites, comme tous compléments de retraites susceptibles d'être dus, ainsi que tous avantages et autres charges en nature ou en espèces, y compris les congés payés, ainsi que toutes charges sociales et fiscales y afférentes.

III - Pour ces apports, la société "H.V.D.L." prend les engagements ci-après:

A/ La Société Absorbée s'oblige, jusqu'à la date de réalisation de la fusion, à poursuivre l'exploitation de son activité en bon père de famille ou en bon commerçant et à ne rien faire, ni laisser faire, qui puisse avoir pour conséquence d'entraîner sa dépréciation.

De plus, jusqu'à la réalisation définitive de la fusion, la société "H.V.D.L." s'oblige à n'effectuer aucun acte de disposition du patrimoine social de ladite société sur des biens, objets du présent apport, en dehors des opérations sociales courantes, sans accord de la Société Absorbante, et à ne contracter aucun emprunt exceptionnel sans le même accord, de manière à ne pas affecter les valeurs conventionnelles de l'apport sur le fondement desquelles ont été établies les bases financières de l'opération projetée.

B/ Elle s'oblige à fournir à la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" tous les renseignements dont cette dernière pourrait avoir besoin, à lui donner toutes signatures et à lui apporter tous concours utiles pour lui assurer vis-à-vis de quiconque la transmission des biens et droits compris dans les apports et l'entier effet des présentes conventions. Elle devra, notamment, à première réquisition de la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST", faire établir tous actes

h

complémentaires, réitératifs ou confirmatifs des présents apports et fournir toutes justifications et signatures qui pourraient être nécessaires ultérieurement.

C/ Elle s'oblige à remettre et à livrer à la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" aussitôt après la réalisation définitive des présents apports, tous les biens et droits ci-dessus apportés, ainsi que tous titres et documents de toute nature s'y rapportant.

CHAPITRE IV : CONDITIONS SUSPENSIVES - REALISATION DEFINITIVE DE LA FUSION

La présente fusion est soumise à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- l'obtention de l'autorisation des propriétaires des locaux d'exploitation de la société qui ne seraient pas volontairement soumis au statut des baux commerciaux au transfert desdits baux au profit de la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" ;
- l'absence de révélation de contrats intuitu personae liant la société "H.V.D.L.", au titre desquels les cocontractants de cette dernière s'opposeraient au transfert desdits contrats au profit de la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" ;
- l'obtention de la mainlevée de tous nantissements des actions de la société "H.V.D.L." pouvant exister et en général la mainlevée de toutes suretés et garanties pouvant empêcher la présente fusion ;
- l'obtention de l'accord de tous créanciers de la société "H.V.D.L." disposant d'une clause de déchéance du terme en cas de réalisation d'une fusion ;
- l'approbation par les actionnaires de la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" de la fusion par voie d'absorption de la société "H.V.D.L."

La réalisation de la dernière condition suspensive sera suffisamment établie, vis-à-vis de quiconque, par la remise de copies ou d'extraits certifiés conformes du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale.

La constatation matérielle de la réalisation définitive de la présente fusion pourra avoir lieu par tous autres moyens appropriés.

Faute de réalisation des conditions ci-dessus ou de renonciation des parties auxdites conditions, le 31 décembre 2013 au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de délai, considérées comme nulles et non avenues.

La société "H.V.D.L." se trouvera dissoute de plein droit à l'issue de la décision de l'associée unique de la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" qui constatera la réalisation de la fusion.

Il ne sera procédé à aucune opération de liquidation du fait de la transmission à la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" de la totalité de l'actif et du passif de la société "H.V.D.L.".

CHAPITRE V : DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

La Société Absorbée déclare :

- Qu'elle n'a jamais été en état de cessation des paiements, n'a jamais fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire ni d'aucune procédure collective d'apurement du passif de quelque sorte que ce soit et, de manière générale, qu'elle a la pleine capacité de disposer de ses droits et biens ;
- Qu'elle n'est actuellement, ni susceptible d'être ultérieurement, l'objet d'aucune poursuite pouvant entraver ou interdire l'exercice de son activité ;
- Qu'elle a obtenu toutes les autorisations contractuelles, administratives ou autres qui pourraient être nécessaires pour assurer valablement la transmission des biens apportés ;
- Que les créances et valeurs mobilières apportées, notamment les titres de participation, sont de libre disposition, qu'elles ne sont grevées d'aucun nantissement ; que les procédures d'agrément préalable auxquelles pourrait être subordonnée leur transmission à la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" ont été régulièrement entreprises ;
- Qu'elle est pleinement et valablement propriétaire de plusieurs fonds libéraux, savoir :
 - Le fonds situé à TOURS (37100), 25 rue de la Milletière ;
 - Le fonds situé à TOURS (37000), 20 Place Gaston Pailhou ;
 - Le fonds situé à JOUE LES TOURS (37300), 8-10 rue Gamard ;
 - Le fonds situé à ARNAGE (72230), 79 route du Chêne ;
 - Le fonds situé à CHATELLERAULT (86100), 49 avenue Louis Ripault ;
 - Le fonds situé à BLOIS (41034), 28 avenue Robert Schuman – CS 13409 (En attente d'immatriculation au RCS de BLOIS) ;
 - Le fonds situé à MONTRICHARD (41400), 8 rue de Blois, anciennement situé 3 Place du Commerce à MONTRICHARD (En attente d'immatriculation au RCS de BLOIS) ;
 - Le fonds situé à VENDOME (41100), 1 rue des Etats Unis (En attente d'immatriculation au RCS de BLOIS).
- Que l'établissement situé à TOURS (37000), 21 rue Edouard Vaillant est en cour de fermeture ;
- Que son patrimoine n'est menacé d'aucune mesure d'expropriation ;

- Que les fonds et les biens ne sont grevés d'aucune inscription de privilège de vendeur ou de nantissement, à l'exception de celles figurant sur les états ci-annexés (Annexe 3),
- N'avoir donné jusqu'à ce jour aucune garantie, aucune hypothèque, aucune caution ou aucun aval pour l'exécution d'engagements contractés soit par des tiers, soit par elle-même ;
- Que le chiffre d'affaires, hors taxes, de la société "H.V.D.L.", au cours des trois derniers exercices, s'est élevé à :
 - * Exercice clos le 30/06/2011 : 1.174.425 €
 - * Exercice clos le 30/06/2012 : 1.252.537 €
 - * Exercice clos le 30/06/2013 : 12.851.535 €
- Que les résultats nets, après impôt sur les sociétés, pendant la même période, se sont élevés à :
 - * Exercice clos le 30/06/2011 : 575.176 €
 - * Exercice clos le 30/06/2012 : 684.098 €
 - * Exercice clos le 30/06/2013 : 1.106.892 €
- Que tous les livres de comptabilité qui se réfèrent auxdites années ont fait l'objet d'un inventaire par les parties qui les ont visés ;
- Que la société "H.V.D.L." s'oblige à remettre et à livrer à la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST", aussitôt après la réalisation définitive de la présente fusion, les livres, documents et pièces comptables inventoriés.

CHAPITRE VI : DÉCLARATIONS FISCALES

I - Dispositions générales

Les représentants des deux sociétés soussignées obligent celles-ci à se conformer à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de l'impôt sur les sociétés et de toutes autres taxes résultant de la réalisation définitive de la présente fusion, dans le cadre de ce qui sera dit ci-après.

II- Dispositions plus spécifiques

Pour autant que ces dispositions pourront trouver application :

A/ Droits d'enregistrement

La fusion, intervenant entre deux personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés, bénéficiera, de plein droit, des dispositions de l'article 816 du Code Général des Impôts.

La formalité sera donc requise sous le bénéfice du seul droit fixe prévu par l'article 816 du Code Général des Impôts, moyennant le paiement d'une somme de 500 €, le capital de la Société Absorbante après fusion étant supérieur à 225.000 €.

B/ Impôt sur les sociétés

Les sociétés soussignées, ès-qualités, déclarent vouloir soumettre la présente fusion au régime prévu à l'article 210 A du Code Général des Impôts.

Les résultats bénéficiaires ou déficitaires produits depuis la date d'effet de la présente fusion, soit le 1^{er} juillet 2013, par l'exploitation de la Société Absorbée seront englobés dans les résultats imposables de la Société Absorbante.

En conséquence, la "IN EXTENSO CENTRE OUEST" s'engage :

- à reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez la Société Absorbée ;
- à se substituer à la Société Absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière (article 210 A-3.b. du Code Général des Impôts) ;
- à calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée (article 210 A-3.c. du Code Général des Impôts) ;
- à porter le montant des plus-values dégagées sur les éléments d'actif non amortissables sur le registre prévu à l'article 54 septies II du C.G.I. ;
- à réintégrer, par parts égales, dans ses bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés dans les conditions fixées à l'article 210 A-3.d. du Code Général des Impôts, les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. Toutefois, la cession d'un bien amortissable entraînera l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'aurait pas été réintégrée. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables seront calculés d'après la valeur qui leur aura été attribuée lors de l'apport (article 210 A-3.d. du C.G.I.) ;
- à inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la Société Absorbée,
- à conserver les titres de participation que la Société Absorbée aurait acquis depuis moins de deux ans et pour lesquels elle aurait opté pour le régime prévu à l'article 145 du Code Général des Impôts.

Par ailleurs, la présente fusion retenant les valeurs comptables au 30 juin 2013 comme valeur d'apport des éléments de l'actif immobilisé de la Société Absorbée, conformément aux dispositions des instructions administratives du 11 août 1993

h

(BOI 4 I-1-93), du 3 août 2000 (BOI 4 I-2-00) et du 30 décembre 2005 (BOI 4I-1-05), la Société Absorbante reprendra dans ses comptes annuels les écritures comptables de la société absorbée en faisant ressortir l'éclatement des valeurs nettes comptables entre la valeur d'origine des éléments d'actif immobilisé et les amortissements et provisions pour dépréciation constatés. Elle continuera, en outre, à calculer les dotations aux amortissements pour la valeur d'origine qu'avaient les biens apportés dans les écritures de la société absorbée.

C/ T.V.A. sur cession d'universalité de biens

Les représentants de la Société Absorbée et de la Société Absorbante constatent que la fusion emporte apport en société d'une universalité totale de biens au sens de l'article 257 bis du CGI.

Conformément aux dispositions précitées, les livraisons de biens, prestations de services et les opérations mentionnées aux 6^e et 7^e du même code, intervenant entre redevables de la TVA dans le cadre de la transmission à titre onéreux ou à titre gratuit, ou sous forme d'apport à une société, d'une universalité totale ou partielle de biens, sont dispensées de TVA.

En conséquence, la Société Absorbante est réputée continuer la personne de la Société Absorbée, notamment à raison des régularisations de déductions à effectuer et de certaines particularités d'assiette (taxation sur la marge) concernant la Société Absorbée.

La Société Absorbée peut transférer à la Société Absorbante le crédit de TVA dont elle dispose à la date où elle cesse juridiquement d'exister (D. adm. 3 D-1411 n° 73).

D/ Opérations antérieures

En outre, la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" s'engage à reprendre le bénéfice et/ou la charge de tous engagements d'ordre fiscal qui auraient pu être antérieurement souscrits par la société "H.V.D.L." à l'occasion d'opérations antérieures ayant bénéficié d'un régime fiscal de faveur en matière de droits d'enregistrements et/ou d'impôt sur les sociétés, ou encore de taxe sur le chiffre d'affaires.

CHAPITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES

I - Formalités

A/ La société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" remplira, dans les délais légaux, toutes formalités légales de publicité et dépôts légaux relatifs aux apports.

B/ Elle fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il appartiendra, pour faire mettre à son nom les biens apportés.

Elle fera également son affaire personnelle, le cas échéant, des significations devant être faites conformément à l'article 1690 du Code civil aux débiteurs des créances apportées.

C/ Elle remplira, d'une manière générale, toutes formalités nécessaires, en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits mobiliers à elle apportés.

II- Désistement

Le représentant de la Société Absorbée déclare désister purement et simplement celle-ci de tous droits de privilège et d'action résolutoire pouvant profiter à ladite société, sur les biens ci-dessus apportés, pour garantir l'exécution des charges et conditions imposées à la Société Absorbante, aux termes du présent acte.

En conséquence, il dispense expressément de prendre inscription au profit de la Société Absorbée pour quelque cause que ce soit.

III- Remise de titres

Il sera remis à la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST" lors de la réalisation définitive de la présente fusion, les originaux des actes constitutifs et modificatifs de la Société Absorbée, ainsi que les livres de comptabilité, les titres de propriété, les attestations relatives aux valeurs mobilières, la justification de la propriété des actions et tous contrats, archives, pièces ou autres documents relatifs aux biens et droits apportés.

IV- Frais

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture la fusion, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société "IN EXTENSO CENTRE OUEST".

V- Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les représentants des sociétés en cause, ès-qualités, élisent domicile en leur siège respectif, indiqué en tête des présentes.

VI- Pouvoirs

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

h

- aux soussignés, ès-qualités, représentant les sociétés concernées par la fusion, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet, s'il y avait lieu, de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;
- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de la fusion, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

Fait à

Ouest

Le

15/10/2013

En huit exemplaires

IN EXTENSO CENTRE OUEST
Christian LEPICIER

H.V.D.L.
Christian LEPICIER

ANNEXE 1

COMPTES AU 30 JUIN 2013

DE LA SOCIETE H.V.D.L.

**SA HVDL
ETATS FINANCIERS
Au 30 juin 2013**

8 rue Eugène Brémond
49300 CHOLET

Siret : 39285084800020

h

COMPTES ANNUELS

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 30/06/2013	Net 30/06/2012
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	3 375	3 375		
Fonds commercial (1)	6 089 602		6 089 602	
Autres immobilisations incorporelles	106 485	7 756	98 729	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	88 034	86 855	1 179	
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 419 322	1 009 230	410 092	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	6 000	6 000		6 674 093
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	106 027		106 027	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	7 818 844	1 113 216	6 705 628	6 674 093
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	4 880 567	401 062	4 479 505	145 793
Autres créances	414 783		414 783	581 945
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	679 840		679 840	634
Charges constatées d'avance (3)	200 092		200 092	3 526
TOTAL ACTIF CIRCULANT	6 175 283	401 062	5 774 221	731 898
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	13 994 127	1 514 278	12 479 849	7 405 991
(1) Dont droit au bail			50 000	
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

BILAN PASSIF

	30/06/2013	30/06/2012
CAPITAUX PROPRES		
Capital	1 493 542	1 493 542
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 127 172	1 127 172
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	149 354	149 354
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	2 097 645	1 950 415
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 106 892	684 098
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	5 974 606	5 404 582
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	137 845	115 682
Provisions pour charges	145 566	10 874
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	283 411	126 556
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	821 444	632 935
Emprunts et dettes financières diverses (3)	38 779	1 049 201
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	773 869	12 700
Dettes fiscales et sociales	2 463 121	121 589
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	19 062	58 428
Produits constatés d'avance (1)	2 105 557	
TOTAL DETTES	6 221 832	1 874 854
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	12 479 849	7 405 991
(1) Dont à plus d'un an (a)	482 411	348 951
(1) Dont à moins d'un an (a)	5 739 421	1 525 903
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		79 495
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

COMPTE DE RESULTAT

	France	Exportations	30/06/2013	30/06/2012
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	1 960		1 960	
Production vendue (biens)	92 822		92 822	37
Production vendue (services)	12 756 753		12 756 753	1 252 500
Chiffre d'affaires net			12 851 535	1 252 537
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			14 693	
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			414 653	5 822
Autres produits			1 539	256
Total produits d'exploitation (I)			13 282 420	1 258 615
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			3 793 178	594 362
Impôts, taxes et versements assimilés			309 800	14 164
Salaires et traitements			4 764 717	413 536
Charges sociales			2 186 147	171 980
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			151 548	
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			164 629	
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			20 540	19 388
Autres charges			853 602	443
Total charges d'exploitation (II)			12 244 160	1 213 873
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			1 038 260	44 742
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			7	690 904
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			599 402	4 302
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			13 303	
Total produits financiers (V)			612 712	695 205
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			219 501	39 920
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			219 501	39 920
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			393 211	655 285
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			1 431 471	700 027

COMPTE DE RESULTAT

	30/06/2013	30/06/2012
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	19 783	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	19 783	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	28 055	
Sur opérations en capital	6 305	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	34 359	
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	14 576	
Participation des salariés aux résultats (IX)	66 791	
Impôts sur les bénéfices (X)	243 212	15 929
Total des produits (I+III+V+VII)	13 914 916	1 953 821
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	12 808 024	1 269 722
BENEFICE OU PERTE	1 106 892	684 098
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier	10 281	
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Désignation de la société : SA HVDL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2013, dont le total est de 12 479 849 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 106 892 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/07/2012 au 30/06/2013.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 31/07/2013 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/06/2013 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, la loi n° 83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

- Taux d'actualisation : 2.75 %
- Taux de croissance des salaires :2%
- Age de départ à la retraite : 65 ans " à l'initiative salarié"
- Table de taux de mortalité :(Table INSEE TD 88-90)

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Taux de charges sociales : 45 %
- Taux de rotation du personnel : 5%, taux observé dans la société

Dérogations

L'entreprise a eu recours à des options particulières :

- Travaux en cours clients :
- Les travaux en cours à la clôture de l'exercice sont traités au prix de vente avec prise en compte des bonis et malis et en retenant la méthode de l'avancement.
- Ils figurent en "Clients-facture à établir" lorsqu'il s'agit de travaux à facturer et en "produits constatés d'avance" lorsqu'il s'agit de travaux facturés d'avance.

FAITS CARACTERISTIQUES

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Des opérations de restructuration interne ont été réalisées dans le but de regrouper les activités des sociétés HVDL et de ses différentes filiales.

Fusion simplifiée de la société Groupe TMA Audit, filiale à 100% de SETCO, par décision du conseil d'administration du 20 décembre 2012. Cette opération a été soumise au régime fiscal prévu à l'article 210 A du code général des impôts. Elle a été réalisée sur la base des comptes arrêtés au 30 Juin 2012 et des valeurs nettes comptables, compte tenu qu'il s'agit d'une fusion de sociétés liées.

L'actif net apporté par la société Groupe TMA Audit s'élève à 892 315 €. La société SETCO étant propriétaire de la totalité des actions de la société absorbée, il n'a été procédé à la création d'aucun titre nouveau à titre d'augmentation de capital.

Le différentiel existant entre l'actif net apporté et la valeur comptable des titres Groupe TMA Audit détenus par la société SETCO constitue un mali technique de fusion pour 37 970,42 €, affecté en fonds commercial "clientèle" et un vrai mali de fusion pour le solde, soit 189 714,19 € comptabilisé en charge dans le résultat financier de l'exercice en cours de la société absorbante.

Fusion simplifiée de la société In Extenso TMA, filiale à 100% de HVDL, par décision du conseil d'administration du 20 décembre 2012. Cette opération a été soumise au régime fiscal prévu à l'article 210 A du code général des impôts. Elle a été réalisée sur la base des comptes arrêtés au 30 Juin 2012 et des valeurs nettes comptables, compte tenu qu'il s'agit d'une fusion de sociétés liées.

L'actif net apporté par la société In Extenso TMA s'élève à 1 435 564,61 €. La société HVDL étant propriétaire de la totalité des actions de la société absorbée, il n'a été procédé à la création d'aucun titre nouveau à titre d'augmentation de capital.

Le différentiel existant entre l'actif net apporté et la valeur comptable des titres In Extenso TMA détenus par la société HVDL constitue un boni de fusion pour 143 602,16 €, comptabilisé en produit dans le résultat financier de l'exercice en cours de la société absorbante.

Fusion simplifiée de la société In Extenso Le Mans, filiale à 100% de HVDL, par décision du conseil d'administration du 20 décembre 2012. Cette opération a été soumise au régime fiscal prévu à l'article 210 A du code général des impôts. Elle a été réalisée sur la base des comptes arrêtés au 30 Juin 2012 et des valeurs nettes comptables, compte tenu qu'il s'agit d'une fusion de sociétés liées.

L'actif net apporté par la société In Extenso Le Mans s'élève à 74 316,33 €. La société HVDL étant propriétaire de la totalité des actions de la société absorbée, il n'a été procédé à la création d'aucun titre nouveau à titre d'augmentation de capital.

Le différentiel existant entre l'actif net apporté et la valeur comptable des titres In Extenso TMA détenus par la société HVDL constitue un boni de fusion pour 26 368,47 €, comptabilisé en produit dans le résultat financier de l'exercice en cours de la société absorbante.

Fusion simplifiée de la société SETCO filiale à 100% de HVDL, par décision du conseil d'administration du 20 décembre 2012. Cette opération a été soumise au régime fiscal prévu à l'article 210 A du code général des impôts. Elle a été réalisée sur la base des comptes arrêtés au 30 Juin 2012 et des valeurs nettes comptables, compte tenu qu'il s'agit d'une fusion de sociétés liées.

L'actif net apporté par la société SETCO s'élève à 3 142 952,36 €. La société HVDL étant propriétaire de la totalité des actions de la société absorbée, il n'a été procédé à la création d'aucun titre nouveau à titre d'augmentation de capital.

Le différentiel existant entre l'actif net apporté et la valeur comptable des titres In Extenso TMA détenus par la société HVDL constitue un boni de fusion pour 238 478,61 €, comptabilisé en produit dans le résultat financier de l'exercice en cours de la société absorbante.

Fusion simplifiée de la société AXIAL Conseils filiale à 100% de HVDL, par décision du conseil d'administration du 20 décembre 2012. Cette opération a été soumise au régime fiscal prévu à l'article 210 A du code général des impôts. Elle a été réalisée sur la base des comptes arrêtés au 30 Juin 2012 et des valeurs nettes comptables, compte tenu qu'il s'agit d'une fusion de sociétés liées.

L'actif net apporté par la société SETCO s'élève à 1 098 660,62€. La société HVDL étant propriétaire de la totalité des actions de la société absorbée, il n'a été procédé à la création d'aucun titre nouveau à titre d'augmentation de capital.

Le différentiel existant entre l'actif net apporté et la valeur comptable des titres In Extenso TMA détenus par la société HVDL constitue un mali technique de fusion pour 855 352,29 € affecté en fonds commercial "clientèle" dans les comptes de la société absorbante.

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Compte tenu des opérations décrites ci-dessus, les comptes 2012 et 2013 ne sont pas comparables.

Autres éléments significatifs

FAITS CARACTERISTIQUES

Désormais la société consolidante n'est plus SFIEN mais Deloitte SA au capital de 20 438 500 €.

La société a fait le choix de ne pas comptabiliser de provision sur cet exercice au titre du CICE.

4

NOTES SUR LE BILAN - ACTIF IMMOBILISE

TABEAU DES IMMOBILISATIONS	Début exercice	Augmentation	Diminution	Fin exercice
Frais d'établissements				
Fonds commercial		6 089 600		6 089 600
Autres postes immob incorp.		109 860		109 860
Immobilisations incorporelles (1)		6 199 460		6 199 460
Construction		88 034		88 034
Install gales, agencements		948 582		948 582
Matériel de transport		33 747		33 747
Matériel bureau, inform. , mobilier		436 994		436 994
Immobilisations en cours		1 349	1 349	
Immobilisations corporelles (2)		1 508 705	1 349	1 507 356
Autres participations (*)	6 680 093	1 422 947	8 097 040	6 000
Créances rattachées à participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations		106 242	215	106 027
Immobilisations financières (3)	6 680 093	1 529 189	8 097 256	112 026
TOTAL GENERAL (1)+(2)+(3)	6 680 093	9 237 353	8 098 604	7 818 842

Nota : la rubrique immobilisations "augmentation" comporte les immobilisations sur apports effectués par SETCO pour 5 804 072 €, par AXIAL pour 1 643 726 €, par TMA pour 1 453 080 €, par GTMA pour 103 545 € et par IE Le Mans 101 597 €

(*) La société SOFICORG (ex-IE POITIERS) n'a plus d'activité et est en cours de liquidation.

TABEAU DES AMORTISSEMENTS	Début exercice	Augmentation	Diminution	Fin exercice
Frais d'établissement				
Autres postes immob incorp.		11 131		11 131
Immobilisations Incorporelles (1)		11 131		11 131
Construction		86 855		86 855
Install gales, agencements		635 077		635 077
Matériel de transport		26 684		26 684
Matériel bureau, inform. , mobilier		347 469		347 469
Immobilisations corporelles (2)		1 096 085		1 096 085
Autres participations	6 000	300 000	300 000	6 000
Immobilisations financières (3)	6 000	300 000	300 000	6 000
TOTAL GENERAL (1)+(2)+(3)	6 000	1 407 216	300 000	1 113 216

Nota : la rubrique amortissements "augmentation" comporte les amortissements sur apports effectués par SETCO pour 971 939 €, par AXIAL pour 105 765 €, par TMA pour 68 759 €, par GTMA pour 6500 € et par IE Le Mans 17814 €

h

NOTES SUR LE BILAN

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 5 601 469 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	106 027		106 027
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	4 880 567	4 880 567	
Autres	414 783	414 783	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	200 092	200 092	
Total	5 601 469	5 495 442	106 027

Prêts accordés en cours d'exercice
Prêts récupérés en cours d'exercice

Produits à recevoir

	Montant
Clients - FAE groupe IE	56 573
Clients - FAE hors groupe	1 324 138
RRR à obtenir & avoirs à recevoir	574
Orga. sociaux - Pds à recevoir	1 827
Etat - produits à recevoir	46 479
Total	1 429 591

h

NOTES SUR LE BILAN

Capitaux propres

Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 1 493 542,00 euros décomposé en 40 366 titres d'une valeur nominale de 37,00 euros.

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	13 540	20 540	4 540		29 540
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	273 939		128 373		145 566
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	115 682		7 377		108 305
Total	403 161	20 540	140 290		283 411

Répartition des dotations et des
reprises de l'exercice :

Exploitation	20 540	140 290
Financières		
Exceptionnelles		

NOTES SUR LE BILAN

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 6 221 832 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	821 444	339 033	482 411	
Emprunts et dettes financières divers (*)	33 028	33 028		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	773 869	773 869		
Dettes fiscales et sociales	2 463 121	2 463 121		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	24 813	24 813		
Produits constatés d'avance	2 105 557	2 105 557		
Total	6 221 832	5 739 421	482 411	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	601 377			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	330 557			
(**) Dont envers les groupes et associés	5 751			

NOTES SUR LE BILAN

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - FAR groupe IE	178 155
Fournisseurs - FAR hors groupe	87 283
ICNE s/ emprunts clientèle	4 756
Dettes provisionnées pour CP	422 655
Dettes provisionnées pour RTT	28 680
Dettes prov. sur part. des salariés	66 791
Personnel - Autres charges à payer	9 328
Personnel - Primes à payer	122 050
Orga. sociaux - CS sur CP	186 960
Orga. sociaux - Autres CS à payer	67 493
Charges à payer taxe organiq	11 426
Charges à payer form prof. contin	38 559
Charges à payer particip eff constr	31 099
Charges à payer taxe apprentissag	16 276
Charge à payer - CFE	14 183
Charges à payer - CVAE	48 229
Charge à payer - Taxe handicap	2 075
Total	-1 335 998

NOTES SUR LE BILAN

Autres informations

Eléments concernant les entreprises liées

	Entreprises liées	Entreprises avec lien de participation
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations		
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
Total Immobilisations		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	187 010	
Autres créances	108 305	
Capital souscrit appelé, non versé		
Total Créances	295 315	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	438 943	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Total Dettes	438 943	

NOTES SUR LE BILAN**Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	200 092		
Total	200 092		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	2 105 557		
Total	2 105 557		

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Charges et produits d'exploitation et financiers****Rémunération des commissaires aux comptes**

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels : 25 691 euros

Résultat et impôts sur les bénéfices**Ventilation de l'impôt**

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant	Résultat après impôt
+ Résultat courant	1 431 471		1 431 471
+ Résultat exceptionnel	-14 576		-14 576
- Participations des salariés	66 791		66 791
Résultat comptable	1 350 104	243 212	1 106 892

AUTRES INFORMATIONS

La rémunération des dirigeants n'est pas indiquée pour ne pas donner le montant des rémunérations individuelles.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 213 personnes dont 12 apprentis et 6 handicapés.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	19	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	186	
Ouvriers		
Total	205	

Droit Individuel à la Formation

La loi du 4 mai 2004 ouvre pour les salariés des entreprises françaises un droit à formation d'une durée de 20 heures minimum par an cumulable sur une période de 6 ans. Les dépenses engagées dans le cadre de ce droit individuel à la formation (D.I.F) sont considérées comme des charges de la période et ne donnent pas lieu à comptabilisation d'une provision sauf situation exceptionnelle.

Le nombre d'heures de formation correspondant au cumul des droits acquis par les salariés à la date de clôture s'élève à 10 957 heures.

AUTRES INFORMATIONS**Engagements financiers****Engagements donnés**

Nantissement des actions Axial Conseils, au profit d'établissements financiers pour un montant de 400 000 €. Le solde de l'emprunt à rembourser au 30/06/2013 s'élève à 64 694 €.

Nantissement des actions GTMA, au profit d'établissements financiers pour un montant de 620 000 €. Le solde de l'emprunt à rembourser au 30/06/2013 s'élève à 354 285 €.

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	10 281
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	10 281

Dont concernant :

Les dirigeants

Les filiales

Les participations

Les autres entreprises liées

Engagements assortis de sûretés réelles

ANNEXE 2

COMPTES AU 30 JUIN 2013

DE LA SOCIETE IN EXTENSO CENTRE OUEST

**SA IN EXTENSO CENTRE OUEST
ETATS FINANCIERS
Au 30 juin 2013**

8 rue Eugène Brémond
49300 CHOLET

Siret : 79204703700017

COMPTES ANNUELS

BILAN ACTIF

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net 30/06/2013	Net 01/01/1900
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	20 914 160		20 914 160	
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	20 914 160		20 914 160	
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	8 984		8 984	
Autres créances	5 889		5 889	
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités				
Charges constatées d'avance (3)	4 800		4 800	
TOTAL ACTIF CIRCULANT	19 673		19 673	
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	20 933 833		20 933 833	
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

BILAN PASSIF

		30/06/2013	01/01/1900
CAPITAUX PROPRES			
Capital		20 914 160	
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			
Ecart de réévaluation			
Réserve légale			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau			
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-17 733	
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL CAPITAUX PROPRES		20 896 427	
AUTRES FONDS PROPRES			
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
DETTES (1)			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)			
Emprunts et dettes financières diverses (3)			
Avances et acomptes reçues sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		35 933	
Dettes fiscales et sociales		1 472	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits constatés d'avance (1)			
TOTAL DETTES		37 405	
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		20 933 833	
(1) Dont à plus d'un an (a)			
(1) Dont à moins d'un an (a)		37 405	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque			
(3) Dont emprunts participatifs			
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours			

COMPTE DE RESULTAT

	France	Exportations	30/06/2013	01/01/1900
Produits d'exploitation (I)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	7 512		7 512	
Chiffre d'affaires net			7 512	
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits				
Total produits d'exploitation (I)			7 512	
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			25 245	
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges				
Total charges d'exploitation (II)			25 245	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-17 733	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)				
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)				
RESULTAT FINANCIER (V-IV)				
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			-17 733	

COMPTE DE RESULTAT

	30/06/2013	01/01/1900
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)		
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	7 512	
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	25 245	
BENEFICE OU PERTE	-17 733	
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Désignation de la société : SA IN EXTENSO CENTRE OUEST

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/06/2013, dont le total est de 20 933 833 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 17 733 euros.

L'exercice a une durée de 6 mois, recouvrant la période du 20/12/2012 au 30/06/2013.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 01/01/1900 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/06/2013 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, la loi n° 83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 0 %
- Taux de croissance des salaires : 0 %
- Age de départ à la retraite : 0 ans
- Table de taux de mortalité :

NOTES SUR LE BILAN

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier				
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations		20 914 160		20 914 160
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières		20 914 160		20 914 160
ACTIF IMMOBILISE		20 914 160		20 914 160

NOTES SUR LE BILAN

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions			20 914 160	20 914 160
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice			20 914 160	20 914 160
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

NOTES SUR LE BILAN

Amortissements des immobilisations

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 19 673 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	8 984	8 984	
Autres	5 889	5 889	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	4 800	4 800	
Total	19 673	19 673	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients - FAE groupe IE	8 984
Total	8 984

NOTES SUR LE BILAN

Capitaux propres

Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 20 914 160,00 euros décomposé en 20 914 160 titres d'une valeur nominale de 1,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice		
Titres émis pendant l'exercice	20 914 160	1,00
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	20 914 160	1,00

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 37 405 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 933	35 933		
Dettes fiscales et sociales	1 472	1 472		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	37 405	37 405		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				
(**) Dont envers les groupes et associés				

NOTES SUR LE BILAN

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - FAR hors groupe	1 495
Total	1 495

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Total			

ANNEXE 3

ETATS DES INSCRIPTIONS

DE LA SOCIETE H.V.D.L.

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

P.V (PRIVILEGE DE VENDEUR)
P.N (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT)
P.N.J (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT JUDICIAIRE)
P.N.O.M (PRIVILEGE DE NANTISSEMENT OUTILLAGE)
W (WARRANT)

DU CHEF DE H V D L

8 RUE EUGENE BREMOND
49300 CHOLET

ACTIVITE

Référence 392 850 848

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

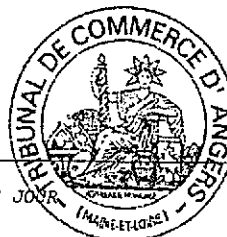
NOM DU DEMANDEUR : ACR

INSCRIPTION			NATURE	LIBELLE	MONTANT DE LA CREANCE
VOLUME	NUMERO	DATE			

NEANT

COUT : 39.00 EUR

POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS A CE JOUR
DELIVRE LE 18/09/2013 . LE GREFFIER TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS



DU CHEF DE H V D L

8 RUE EUGENE BREMOND
49300 CHOLET

ACTIVITE

Référence 392 850 848

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHIE, ET NON AUTREMENT

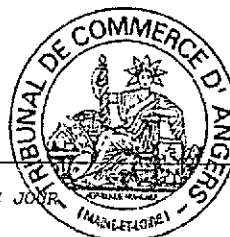
NOM DU DEMANDEUR : ACR

INSCRIPTION			NATURE	LIBELLE	MONTANT DE LA CREANCE
VOLUME	NUMERO	DATE			

NEANT

COUT : 39.00 EUR

POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS A CE JOUR
DELIVRE LE 18/09/2013 . LE GREFFIER TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS



AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

G.STOCK (GAGE DES STOCKS)

DU CHEF DE H V D L

8 RUE EUGENE BREMOND
49300 CHOLET

ACTIVITE

Référence 392 850 848

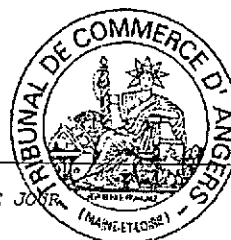
AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHIE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : ACR

INSCRIPTION			NATURE	LIBELLE	
VOLUME	NUMERO	DATE			

NEANT

COUT : 39.00 EUR
POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS A CE JOUR
DELIVRE LE 18/09/2013 . LE GREFFIER TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS



Handwritten signature

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE H V D L

8 RUE EUGENE BREMOND
49300 CHOLET

ACTIVITE

Référence 392 850 848

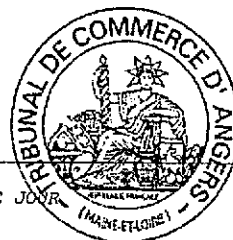
AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : ACR

INSCRIPTION			NATURE	LIBELLE	MONTANT
VOLUME	NUMERO	DATE			

NEANT

COUT : 39.00 EUR
POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS A CE JOUR
DELIVRE LE 18/09/2013 . LE GREFFIER TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS



Macé

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE H V D L

8 RUE EUGENE BREMOND
49300 CHOLET

ACTIVITE

Référence 392 850 848

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

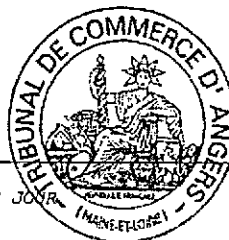
NOM DU DEMANDEUR : ACR

INSCRIPTION			NATURE	LIBELLE		
VOLUME	NUMERO	DATE				

NEANT

COUT : 39.00 EUR

POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS A CE JOUR
DELIVRE LE 18/09/2013 . LE GREFFIER TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS



DE LA SECURITE SOCIALE ET DES REGIMES COMPLEMENTAIRES
(ARTICLES L 243-4, L 243-5, R 243-46 A 58 ET R 612-5 DU CODE
DE LA SECURITE SOCIALE)
AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE H V D L

8 RUE EUGENE BREMOND
49300 CHOLET

ACTIVITE

Référence 392 850 848

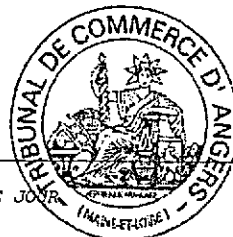
AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHIE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : ACR

INSCRIPTION			NATURE	LIBELLE	SOMMES INSCRITES
VOLUME	NUMERO	DATE			

NEANT

COUT : 39.00 EUR
POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS A CE JOUR
DELIVRE LE 18/09/2013 . LE GREFFIER TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS



(ARTICLES 1920 A 1929 SEPTIES DU CODE GENERAL DES IMPOTS
ET ANNEXE II ARTICLE 396 BIS)
AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE H V D L

8 RUE EUGENE BREMOND
49300 CHOLET

ACTIVITE

Référence 392 850 848

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHIE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : ACR

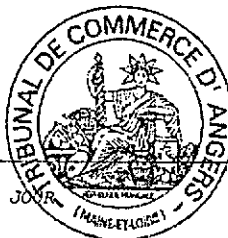
ANN.II ARTICLE 396 BIS DU CODE GENERAL DES IMPOTS .6 CHAQUE NOUVELLE INSCRIPTION REQUISE PAR UN MEME COMPTABLE
A L'ENCONTRE DU MEME REDEVABLE REND CADUQUE L'INSCRIPTION PRECEDENTE

INSCRIPTION			NATURE	LIBELLE	POUR SURETE DE
VOLUME	NUMERO	DATE			

NEANT

COUT : 39.00 EUR

POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS A CE JOUR
DELIVRE LE 18/09/2013 . LE GREFFIER TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS



Mac

(ARTICLES L.8253-1 à 7, et R.8253-15 à 24 DU CODE DU TRAVAIL)

AYANT UNE EXISTENCE LEGALE A CE JOUR

DU CHEF DE H V D L

8 RUE EUGENE BREMOND
49300 CHOLET

ACTIVITE

Référence 392 850 848

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

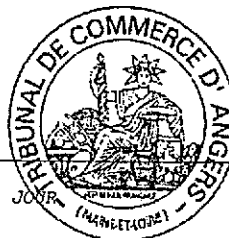
NOM DU DEMANDEUR : ACR

INSCRIPTION			NATURE	LIBELLE	
VOLUME	NUMERO	DATE			

NEANT

COUT : 39.00 EUR

POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS A CE JOUR
DELIVRE LE 18/09/2013 . LE GREFFIER TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS



Mag.

(LOI DU 2 JUILLET 1966 ET DECRET DU 4 JUILLET 1972)

DU CHEF DE H V D L

8 RUE EUGENE BREMOND
49300 CHOLET

ACTIVITE

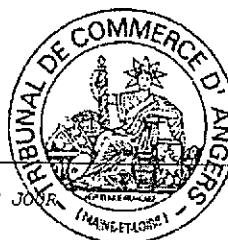
Référence 392 850 848

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : ACR

INSCRIPTION			NATURE	LIBELLE	SOMMES
VOLUME	NUMERO	DATE			
2013	1153	15/05/2013	C-B	Au profit de - DIAC 14 AVENU DU PAVE NEUF 93168 NOISY LE GRAND CEDEX Désignation - RENAULTNOUVELLE CLIOVF15RRL0H48788154	0.00 EUR
2013	1210	25/05/2013	C-B	Au profit de - DIAC 14 AVENU DU PAVE NEUF 93168 NOISY LE GRAND CEDEX Désignation - RENAULTNOUVELLE CLIOVF15RRL0H48788264	0.00 EUR
2013	1386	18/06/2013	C-B	Au profit de - DIAC 14 AVENU DU PAVE NEUF 93168 NOISY LE GRAND CEDEX Désignation - RENAULTNOUVELLE CLIOVF15RRL0H48788250	0.00 EUR
2013	1520	02/07/2013	C-B	Au profit de - DIAC 14 AVENU DU PAVE NEUF 93168 NOISY LE GRAND CEDEX Désignation - RENAULTNOUVELLE CLIOVF15RRL0H48788268	0.00 EUR
2013	1617	15/07/2013	C-B	Au profit de - DIAC 14 AVENU DU PAVE NEUF 93168 NOISY LE GRAND CEDEX Désignation - RENAULTNOUVELLE CLIOVF15RRL0H48788280	0.00 EUR

COUT : 39.00 EUR
POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS A CE JOUR
DELIVRE LE 18/09/2013 . LE GREFFIER TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS



(ARTICLE L.621-116 DU CODE DE COMMERCE ET DECRET DU 27 DECEMBRE 1985)

DU CHEF DE H V D L

8 RUE EUGENE BREMOND
49300 CHOLET

ACTIVITE

Référence 392 850 848

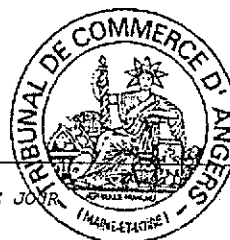
AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHIE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : ACR

INSCRIPTION			NATURE	LIBELLE	PRIX
VOLUME	NUMERO	DATE			

NEANT

COUT : 39.00 EUR
POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS A CE JOUR
DELIVRE LE 18/09/2013 . LE GREFFIER TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS



M. G. L.

(ARTICLE L.621-116 DU CODE DE COMMERCE ET DECRET DU 27 DECEMBRE 1985)

DU CHEF DE H V D L

8 RUE EUGENE BREMOND
49300 CHOLET

ACTIVITE

Référence 392 850 848

AINSI DENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

NOM DU DEMANDEUR : ACR

INSCRIPTION			NATURE	LIBELLE	PRIX
VOLUME	NUMERO	DATE			

NEANT

COUT : 39.00 EUR

POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS A CE JOUR
DELIVRE LE 18/09/2013 . LE GREFFIER TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS



M. G. L.

DU CHEF DE H V D L

8 RUE EUGENE BREMOND
49300 CHOLET

ACTIVITE

Référence 392 850 848

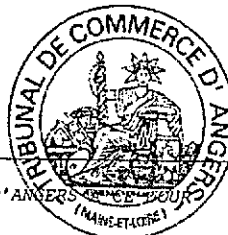
NOM DU DEMANDEUR : ACR

TEL Q'IL EST DENOMME, PRENOMME, QUALIFIE, DOMICILIE ET ORTHOGRAPHE
SUR LA REQUISITION ET NON AUTREMENT.

INSCRIPTION			NATURE	LIBELLE	MONTANT
VOLUME	NUMERO	DATE			

NEANT

COUT : 39.00 EUR
POUR EXTRAIT CONFORME AU REGISTRE DES PROTETS TENU AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS
DELIVRE LE 18/09/2013 . LE GREFFIER TRIBUNAL DE COMMERCE D'ANGERS



McL

Greffe du Tribunal de Commerce de
Tours
Cs 64104
12 rue Berthelot
37041 Tours Cedex
Téléphone : 02.47.31.20.01

ETAT RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS

Délivré le 19/09/2013 exclusivement

REQUERANT

SCP ACR M. LABORET
2 BD BESSONNEAU CS 60215
49102 ANGERS CEDEX 02

DU CHEF DE :

H.V.D.L. Société anonyme
25 rue de la Milletière (anc. chemin de la Milletière) 37100 Tours
Sauf inscription prise à une autre adresse
Activité principale : detenir des parts ou des actions de sociétés d'expertise comptable. Favoriser par ces participations le développement des opérations industrielles, commerciales et financières des sociétés filiales ou prise en participation.

DU CHEF DE :

H.V.D.L. Société anonyme
21 RUE EDOUARD VAILLANT 37000 TOURS
Sauf inscription prise à une autre adresse
Activité principale : L'exercice de la profession d'expert comptables, l'exercice de la profession de commissaires aux comptes et l'exercice d'activité accessoire à l'activité d'expert comptables

ABSENCE

D'INSCRIPTION :

Privileges de Sécurité Sociale - Régime complémentaire à jour au 18/09/2013
Privileges du Trésor à jour au 18/09/2013
Privileges de l'office français de l'immigration et de l'intégration OFII à jour au 18/09/2013
Protêts à jour au 18/09/2013
Nantissements du fonds de commerce à jour au 18/09/2013
Nant. jud. provisoire D31/7/92 à jour au 18/09/2013
Nant. jud. définitif D31/7/92 à jour au 18/09/2013
Nant. jud. art.53 anc.CPC à jour au 18/09/2013
Nantissements du fonds artisanal à jour au 18/09/2013
Nantissement de fonds agricole à jour au 18/09/2013
Nantissements de l'outillage matériel et équipement à jour au 18/09/2013
Gages des stocks à jour au 18/09/2013
Privileges de vendeur et action résolutoire à jour au 18/09/2013
Déclarations de créances à jour au 18/09/2013
Warrants (trois catégories) à jour au 18/09/2013
Publicités de contrats de location à jour au 18/09/2013
Publicités de clauses de réserve de propriété à jour au 18/09/2013
Opération de crédit-bail en matière mobilière à jour au 18/09/2013
Biens inaliénables à jour au 18/09/2013
Prêts et délais à jour au 18/09/2013
Nant. prov. parts sté civile à jour au 18/09/2013
Nant. jud. déf. parts sté civile à jour au 18/09/2013
Nantisssem. parts sté civile à jour au 18/09/2013
Hypothèques fluviales à jour au 18/09/2013

Pour état conforme comprenant 0 inscription.

Tarif fixé par décret 2007-812 du 10.5.2007 - N° 303 317 328 329 360 370 396 404 413 423
2 taux de base par nature requise

Greffes du Tribunal de Commerce de
Tours
Cs 64104
12 rue Berthelot
37041 Tours Cedex
Téléphone : 02.47.31.20.01

ETAT RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS

Délivré le 19/09/2013 exclusivement

REQUERANT

SCP ACR M. LABORET
2 BD BESSONNEAU CS 60215
49102 ANGERS CEDEX 02

DU CHEF DE :

H.V.D.L. Société anonyme
25 rue de la Milletière (anc. chemin de la Milletière) 37100 Tours
Sauf inscription prise à une autre adresse
Activité principale : detenir des parts ou des actions de sociétés d'expertise comptable. Favoriser par ces participations le développement des opérations industrielles, commerciales et financières des sociétés filiales ou prise en participation.

DU CHEF DE :

H.V.D.L. Société anonyme
Enseigne : POINT C
20 PLACE GASTON PAILHOU 37000 TOURS
Sauf inscription prise à une autre adresse
Activité principale : L'exercice de la profession d'expert comptables, l'exercice de la profession de commissaires aux comptes et l'exercice d'activité accessoire à l'activité d'expert comptables

ABSENCE D'INSCRIPTION :

Privileges de Sécurité Sociale - Régime complémentaire à jour au 18/09/2013
Privileges du Trésor à jour au 18/09/2013
Privileges de l'office français de l'immigration et de l'intégration OFII à jour au 18/09/2013
Protêts à jour au 18/09/2013
Nantissements du fonds de commerce à jour au 18/09/2013
Nant. jud. provisoire D31/7/92 à jour au 18/09/2013
Nant. jud. définitif D31/7/92 à jour au 18/09/2013
Nant. jud. art.53 anc.CPC à jour au 18/09/2013
Nantissements du fonds artisanal à jour au 18/09/2013
Nantissement de fonds agricole à jour au
Nantissements de l'outillage matériel et équipement à jour au 18/09/2013
Gages des stocks à jour au 18/09/2013
Privileges de vendeur et action résolutoire à jour au 18/09/2013
Déclarations de créances à jour au 18/09/2013
Warrants (trois catégories) à jour au 18/09/2013
Publicités de contrats de location à jour au 18/09/2013
Publicités de clauses de réserve de propriété à jour au 18/09/2013
Opération de crédit-bail en matière mobilière à jour au 18/09/2013
Biens inaliénables à jour au 18/09/2013
Prêts et délais à jour au 18/09/2013
Nant. prov. parts sté civile à jour au 18/09/2013
Nant. jud. déf. parts sté civile à jour au 18/09/2013
Nantisssem. parts sté civile à jour au 18/09/2013
Hypothèques fluviales à jour au 18/09/2013

Pour état conforme comprenant 0 inscription.

Tarif fixé par décret 2007-812 du 10.5.2007 - N° 303 317 328 329 360 370 396 404 413 423
2 taux de base par nature requise

Greffe du Tribunal de Commerce de
Tours
Cs 64104
12 rue Berthelot
37041 Tours Cedex
Téléphone : 02.47.31.20.01

ETAT RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS

Délivré le 19/09/2013 exclusivement

REQUERANT

SCP ACR M. LABORET
2 BD BESSONNEAU CS 60215
49102 ANGERS CEDEX 02

DU CHEF DE :

H.V.D.L. Société anonyme
25 rue de la Milletière (anc. chemin de la Milletière) 37100 Tours
Sauf inscription prise à une autre adresse
Activité principale : detenir des parts ou des actions de sociétés d'expertise comptable. Favoriser par ces participations le développement des opérations industrielles, commerciales et financières des sociétés filiales ou prise en participation.

DU CHEF DE :

H.V.D.L. Société anonyme
8-10 RUE GAMARD 37300 JOUE LES TOURS
Sauf inscription prise à une autre adresse
Activité principale : L'exercice de la profession d'expert comptables, l'exercice de la profession de commissaires aux comptes et l'exercice d'activité accessoires à l'activité d'expert comptables

ABSENCE D'INSCRIPTION :

Privileges de Sécurité Sociale - Régime complémentaire à jour au 18/09/2013
Privileges du Trésor à jour au 18/09/2013
Privileges de l'office français de l'immigration et de l'intégration OFII à jour au 18/09/2013
Protêts à jour au 18/09/2013
Nantissements du fonds de commerce à jour au 18/09/2013
Nant. jud. provisoire D31/7/92 à jour au 18/09/2013
Nant. jud. définitif D31/7/92 à jour au 18/09/2013
Nant. jud. art.53 anc.CPC à jour au 18/09/2013
Nantissements du fonds artisanal à jour au 18/09/2013
Nantissement de fonds agricole à jour au 18/09/2013
Nantissements de l'outillage matériel et équipement à jour au 18/09/2013
Gages des stocks à jour au 18/09/2013
Privileges de vendeur et action résolutoire à jour au 18/09/2013
Déclarations de créances à jour au 18/09/2013
Warrants (trois catégories) à jour au 18/09/2013
Publicités de contrats de location à jour au 18/09/2013
Publicités de clauses de réserve de propriété à jour au 18/09/2013
Opération de crédit-bail en matière mobilière à jour au 18/09/2013
Biens inaliénables à jour au 18/09/2013
Prêts et délais à jour au 18/09/2013
Nant. prov. parts sté civile à jour au 18/09/2013
Nant. jud. déf. parts sté civile à jour au 18/09/2013
Nantisssem. parts sté civile à jour au 18/09/2013
Hypothèques fluviales à jour au 18/09/2013

Pour état conforme comprenant 0 inscription.

Tarif fixé par décret 2007-812 du 10.5.2007 - N° 303 317 328 329 360 370 396 404 413 423
2 taux de base par nature requise

Greffe du Tribunal de Commerce de
Tours
Cs 64104
12 rue Berthelot
37041 Tours Cedex
Téléphone : 02.47.31.20.01

ETAT RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS

Délivré le 19/09/2013 exclusivement

REQUERANT

SCP ACR M. LABORET
2 BD BESSONNEAU CS 60215
49102 ANGERS CEDEX 02

DU CHEF DE :

H.V.D.L. Société anonyme
25 rue de la Milletière (anc. chemin de la Milletière) 37100 Tours
Sauf inscription prise à une autre adresse
Activité principale : detenir des parts ou des actions de sociétés d'expertise comptable. Favoriser par ces participations le développement des opérations industrielles, commerciales et financières des sociétés filiales ou prise en participation.

ABSENCE D'INSCRIPTION :

Privileges de Sécurité Sociale - Régime complémentaire à jour au 18/09/2013
Privileges du Trésor à jour au 18/09/2013
Privileges de l'office français de l'immigration et de l'intégration OFII à jour au 18/09/2013
Protêts à jour au 18/09/2013
Nantissements du fonds de commerce à jour au 18/09/2013
Nant. jud. provisoire D31/7/92 à jour au 18/09/2013
Nant. jud. définitif D31/7/92 à jour au 18/09/2013
Nant. jud. art.53 anc.CPC à jour au 18/09/2013
Nantissements du fonds artisanal à jour au 18/09/2013
Nantissement de fonds agricole à jour au
Nantissements de l'outillage matériel et équipement à jour au 18/09/2013
Gages des stocks à jour au 18/09/2013
Privileges de vendeur et action résolutoire à jour au 18/09/2013
Déclarations de créances à jour au 18/09/2013
Warrants (trois catégories) à jour au 18/09/2013
Publicités de contrats de location à jour au 18/09/2013
Publicités de clauses de réserve de propriété à jour au 18/09/2013
Opération de crédit-bail en matière mobilière à jour au 18/09/2013
Biens inaliénables à jour au 18/09/2013
Prêts et délais à jour au 18/09/2013
Nant. prov. parts sté civile à jour au 18/09/2013
Nant. jud. déf. parts sté civile à jour au 18/09/2013
Nantisssem. parts sté civile à jour au 18/09/2013
Hypothèques fluviales à jour au 18/09/2013

Pour état conforme comprenant 0 inscription.

Tarif fixé par décret 2007-812 du 10.5.2007 - N° 303 317 328 329 360 370 396 404 413 423
2 taux de base par nature requise

DU CHEF DE

H.V.D.L.
Société anonyme
79 route du Chêne

72230 Arnage

ACTIVITE

AINSI DENOMME

L'exercice de la profession d'experts-comptables,
l'exercice de la profession de commissaires aux
QUALIFIE, DOMICILIE, ET ORTHOGRAPHE, ET NON AUTREMENT

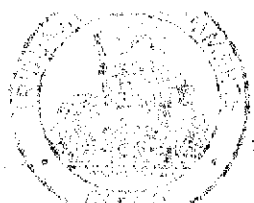
Référence 392 850 848 (2013 B 271)

NOM DU DEMANDEUR : SCP ACR

ETATS DES INSCRIPTIONS DE PRIVILEGE DE VENDEUR, DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT SUR FONDS DE COMMERCE OU SUR FONDS ARTISANAL, DES CLAUSES D'INALIENABILITE, DE PRIVILEGE DE NANTISSEMENT DE L'OUTILLAGE ET DU MATERIEL D'EQUIPEMENT, DES WARRANTS	NEANT
ETAT DES INSCRIPTIONS DES PRETS ET DELAIS (ART. L.621-32/III/3e DU CODE DE COMMERCE ET DE L'ARTICLE 60 DU DECRET DU 27 DECEMBRE 1985)	NEANT
ETAT DES INSCRIPTIONS DU GAGE DES STOCKS (DECRET N° 2006-1803 DU 23 DECEMBRE 2006)	NEANT
ETAT DES DECLARATIONS DE CREANCE EN SUITE D'APPORT (ARTICLE 7 DE LA LOI DU 17 MARS 1909)	NEANT
ETAT DES INSCRIPTIONS DES PRIVILEGES GENERAUX DE LA SECURITE SOCIALE ET DES REGIMES COMPLEMENTAIRES (ARTICLES L 243-4, L 243-5, R 243-46 A 58 ET R 612-5 DU CODE DE LA SECURITE SOCIALE)	NEANT
ETAT DES INSCRIPTIONS DE PRIVILEGE DU TRESOR (ARTICLES 1920 A 1929 SEPTIES DU CODE GENERAL DES IMPOTS ET ANNEXE II ARTICLE 396 BIS)	NEANT
ETAT DES INSCRIPTIONS DE L'OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION ET DE L'INTEGRATION ART. L.8253-1 à 7, et R.8253-15 à 24 DU CODE DU TRAVAIL	NEANT
ETAT DES INSCRIPTIONS RELATIF A LA PUBLICATION DES CONTRATS DE CREDIT BAIL OU DE LEASING EN MATIERE MOBILIERE (LOI DU 2 JUILLET 1966 ET DECRET DU 4 JUILLET 1972)	NEANT
ETAT DES INSCRIPTIONS RELATIF A LA PUBLICATION DES CONTRATS DE LOCATION OU DES CONTRATS DE VENTE ASSORTIS D'UNE CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE (ART. L.62-116 DU CODE DE COMMERCE ET DECRET DU 27 DECEMBRE 1985)	NEANT
EXTRAIT DU REGISTRE DES PROTETS RELEVES DANS LE DELAI IMPARTI PAR L'ARTICLE L.511-57 DU CODE DE COMMERCE DECRET DU 30 OCTOBRE 1935 MODIFIE PAR LA LOI DU 30 DECEMBRE 1991 N° 91-1382, DECRET DU 22 MAI 1992 N° 92-456	NEANT

COUT : 39,00 EUR
POUR ETAT CONFORME AUX REGISTRES TENUS AU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DU MANS A CE JOUR
DELIVRE LE 19/09/2013 . LE GREFFIER TRIBUNAL DE COMMERCE DU MANS





PHOTOCOPIE

SCP ACR LABORET
2 Boulevard BESSONNEAU
CS 60215
49102 ANGERS CEDEX 02

Vos références : BB/MB

Nos références : 100135

N° abonné : 6031 0288

Référence commande : ERUCP

SANS

POITIERS, le 19 Septembre 2013

Documents commandés

Madame, Monsieur,

Suite à votre demande, veuillez trouver ci-joint les documents commandés le 18 septembre 2013 sur le Web Infogreffe.

Concernant: H.V.D.L.

Numéro d'identification : 392-850 848 R.C.S POITIERS

Numéro de gestion : 2013 B 00281

Adresse : 49 AV Louis Ripault 86100
CHATELLERAULT

Éléments de recherche : H.V.D.L.
8 R Eugène Bremond 49300 Cholet
(FRANCE)

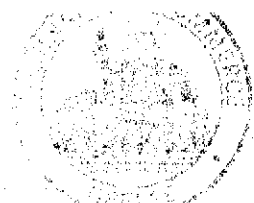
Contenant: • Etat endetté

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Le Greffier,

PHOTOCOPIE

4



PHOTOCOPIE

Requérant :

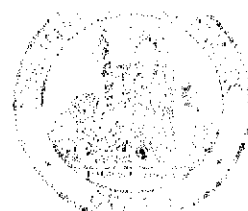
SCP ACR LABORET

2 Boulevard BESSONNEAU
CS 60215
49102 ANGERS CEDEX 02

Etat relatif aux inscriptions des privilèges et publications

Sur :	H.V.D.L.	
Adresse demandée:	8 R Eugène Bremond 49300 Cholet (FRANCE)	
Numéro d'identification:	392 850 848 R.C.S. POITIERS	
Privilège(s) du Trésor		fichier à jour au 18/09/2013
NEANT		
Privilège(s) sécurité sociale, régimes complémentaires		fichier à jour au 18/09/2013
NEANT		
Opération(s) de crédit-bail en matière mobilière		fichier à jour au 18/09/2013
NEANT		
Publicité(s) de contrats de location		fichier à jour au 18/09/2013
NEANT		
Publicité(s) de clauses de réserve de propriété		fichier à jour au 18/09/2013
NEANT		
Privilège(s) de vendeur et action résolutoire		fichier à jour au 18/09/2013
NEANT		
Nantissement(s) de l'outillage, matériel et équipement		fichier à jour au 18/09/2013
NEANT		
Protêt(s)		fichier à jour au 18/09/2013
NEANT		
Privilège(s) de l'Office français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII)		fichier à jour au 18/09/2013
NEANT		
Prêt(s) et délais		fichier à jour au 18/09/2013
NEANT		
Déclaration(s) de créances		fichier à jour au 18/09/2013
NEANT		

h



Etat relatif aux inscriptions des privilèges et publications

Cet état révèle les seules inscriptions de déclarations de créances inscrites au greffe à partir du 01/01/2000.

Bien(s) inaliénable(s)

fichier à jour au 18/09/2013

NEANT

Warrant(s) (hôtelier, pétrolier, industriel ou agricole)

fichier à jour au 18/09/2013

NEANT

Gage des stocks

fichier à jour au 18/09/2013

NEANT

Nantissement(s) du fonds de commerce

fichier à jour au 18/09/2013

NEANT

Nantissement(s) judiciaire(s)

fichier à jour au 02/09/2013

NEANT

Nantissement(s) du fonds artisanal

fichier à jour au 18/09/2013

NEANT

Etat conforme aux registres du Greffe, délivré à POITIERS, le 19 Septembre 2013 sur 2 pages

Le Greffier,

ATTENTION : la responsabilité du Greffe du Tribunal de Commerce de POITIERS ne saurait être engagée lorsque l'entreprise ferait l'objet de désignations insuffisantes.

Fin de l'état

LE GREF